

Questionnaire

Afin de se conformer à son mandat, la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement, Madame Catarina de Albuquerque, consacrera son rapport annuel de 2013 sur les questions de durabilité et non-régression de la réalisation des droits à l'eau et à l'assainissement.

À cette fin, la Rapporteuse spéciale souhaiterait demander les vues de votre gouvernement et contributions sur ce sujet, en particulier sur les questions et problèmes suivants:

Mesures en réponse aux crises financière et économique

1. Quelles mesures législatives, de politiques, et autres, ont-elles été prises en réponse aux crises économique et financière qui ont un impact direct ou indirect sur le secteur de l'eau et de l'assainissement ?
2. S'il y a eu des réductions budgétaires, quelles sont celles qui ont le plus affecté le secteur de l'eau et l'assainissement, tant au niveau national que local? Les investissements en termes d'infrastructure ont-ils été réduits ? Les programmes de subventions ont-ils été réduits? Quelles autres mesures budgétaires, monétaires et fiscales ont-elles été adoptées, qui ont un impact direct ou indirect sur le secteur de l'eau et de l'assainissement?
3. S'il y a eu une réduction des dépenses sociales (par exemple, les retraites, les allocations de chômage, sécurité sociale, salaires), quelles en sont les incidences sur les coûts de l'eau et des services d'assainissement? Des mesures ont-elles été prises pour atténuer ces impacts en matière d'accès à l'eau pour l'usage domestique et personnel?
4. S'il y a eu des changements dans la gestion des services publics, les services d'eau et/ou d'assainissement, et/ou l'exploitation et la gestion de ces services, ont-ils été ouverts à la participation du secteur privé? Des plans existent-ils pour la participation du secteur privé? Y a-t-il eu des changements dans le système tarifaire ou dans la manière dont les déconnexions sont réalisées à la suite de ces mesures? Merci d'expliquer.
5. Le cas échéant, est-ce que ce type de mesures mentionnées ci-dessus ont été prises dans le cadre d'allègement de la dette ou d'accord de sauvetage avec des organisations internationales et/ou régionales, comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Union européenne, la Banque centrale européenne, ou les banques régionales de développement?

Assurer le respect des droits de l'homme

6. L'impact sur les droits de l'homme des mesures prises en réponse aux contraintes économiques et financières a-t-il été évalué? De quelle manière ces mesures ont-elles une incidence sur la jouissance des droits à l'eau et à l'assainissement?
7. Y a-t-il eu une évaluation des impacts spécifiques sur les personnes et groupes les plus marginalisés? Quelles sont les données et preuves disponibles sur ces impacts? Quelles garanties existent pour assurer la jouissance des droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement, en particulier pour les personnes et groupes marginalisés?
8. Quelles justifications ont-elles été apportées pour les mesures prises en raison de contraintes économiques ou financières qui auraient pu avoir un impact sur la réalisation des droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement? Quelles alternatives à ces mesures ont-elles été envisagées?
9. Quels mécanismes sont en place pour s'assurer qu'en période de difficultés économiques ou financières le maximum de ressources disponibles soit consacré à la protection des droits de l'homme?
10. Comment les gens ont participé aux processus de prise de décisions touchant à n'importe quelle mesure prise en réponse à des contraintes financières et économiques?

Durabilité: La réalisation des droits à l'eau et à l'assainissement nécessite une perspective à long-terme qui vise à assurer la jouissance de ces droits pour les générations présentes et futures, ainsi que l'utilisation adéquate des ressources disponibles au fil du temps. L'impact de certaines mesures prises en période de difficultés économiques ou financières peut être lié à la durabilité des services, des infrastructures ou des investissements globaux.

11. Quels mesures et mécanismes sont en place pour assurer la durabilité de la réalisation des droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement? De quelle manière les mesures visant à maintenir le niveau d'accès sont-elles équilibrées avec le but d'étendre les services aux populations n'ayant pas ou peu accès, et le but de l'accès universel?
12. Quels mécanismes sont en place pour s'assurer que l'infrastructure de l'eau et de l'assainissement (en réseau ou sur site) soit gérée et entretenue correctement? Quels mécanismes sont en place pour faire les investissements nécessaires pour remplacer les infrastructures vieillissantes? Quels mécanismes sont à disposition pour assurer le renforcement des capacités et la formation adéquate des personnes chargées de la gestion et de l'entretien de l'infrastructure en question?